

		Maurice	
Caractéristiques générales			
Population	Millions hab		1,3
Superficie	km ²		2000
PIB	Millions US\$		
PIB/hab	US\$	2014	10005
Croissance du PIB	%	2015	3,4%
		2016	3,6%
		2017	3,5% (prev. BAD)
		2018	3,8% (prev. BAD)
Taux d'inflation	%	2015	1,3%
		2016	1,3%
		2017	2,5% (prev. BAD)
		2018	2,7% (prev. BAD)
Solde budgétaire	% du PIB	2015	-3,5%
		2016	-3,4%
		2017	-3,6% (prev. BAD)
		2018	-3,5% (prev. BAD)
Balance commerciale	% du PIB	2015	-4,8%
		2016	-3,9%
		2017	-4,8% (prev. BAD)
		2018	-5,1% (prev. BAD)
Risque économique « pays » (A1, A2, A3, A4, B, C, D dans l'ordre croissant du risque)		2017	A3
Contexte politique			
L'île Maurice est une démocratie installée. Les élections législatives de décembre 2014 ont conduit au retour au poste de Premier ministre de Sir Anerood Jugnauth (86 ans), qui avait déjà occupé cette fonction (1982-1995 et 2000-2003) ainsi que celle de			

	<p>président (2003-2012). La coalition tripartite qu'il représente, Lepep, dispose d'une confortable majorité à l'Assemblée. A. Jugnauth a annoncé fin 2016 sa décision de quitter sa fonction avant les prochaines élections prévues en 2019 ou 2020. Son fils Pravind Jugnauth, devrait être candidat à sa succession mais ne fait pas l'unanimité au sein du Lepep. Les dissensions au sein de la coalition, sans menacer la stabilité politique de Maurice, pourrait ralentir la mise en œuvre de réformes. L'attente de la population est pourtant forte, face aux inégalités et à l'augmentation du chômage (7 %). L'absence de progrès dans ces domaines pourrait provoquer des mouvements de mécontentement.</p> <p>Enfin, Maurice bénéficie d'une gouvernance efficace et un climat des affaires favorable. Son classement selon les indicateurs de gouvernance de la Banque Mondiale est l'un des meilleurs d'Afrique sub-saharienne.</p>
Contexte financier	
	<p>La politique budgétaire devrait être relativement expansionniste pour tenter de compenser les conséquences du Brexit sur l'activité. L'Etat devrait intervenir dans la réalisation de projets d'infrastructures, en particulier dans le domaine des transports et soutenir le développement de nouveaux secteurs (industrie cinématographique) dans le cadre de son programme de diversification économique. Cette hausse des dépenses ne devrait pas être compensée par une progression des recettes puisque l'Etat a annoncé des baisses d'impôts, surtout en faveur des sociétés et que le ralentissement de l'activité, bien que modéré, devrait peser sur les revenus fiscaux. Toutefois, des dons, notamment de l'Inde, devraient participer au financement de certains projets. Le déficit budgétaire devrait ainsi légèrement se creuser, tout en restant maîtrisé. L'endettement public devrait continuer à augmenter, mais le profil de la dette, majoritairement concessionnelle, limite fortement le risque de surendettement.</p> <p>Le solde courant devrait également se dégrader en 2017. Les exportations (textile, sucre) pourraient souffrir de la modeste demande en Europe (55% des exportations, dont 30 % vers la France et le Royaume-Uni) et d'un manque de compétitivité sur le marché britannique, face à la dépréciation de la livre. Les prix des produits énergétiques et alimentaires, qui pèsent fortement dans les importations de l'île, ne devraient pas être orientés à la baisse. La réalisation des projets d'infrastructures nécessitera en outre l'importation de biens d'équipement.</p> <p>Le système financier de Maurice est robuste et a montré sa résilience après la chute du groupe BAI en 2015. La capitalisation est satisfaisante, mais le ratio de prêts non performants, bien</p>

	qu'encore peu élevé, tend à augmenter (8 % en 2016 contre 5 % en 2015). Les conséquences du Brexit et les modifications apportées à l'accord de non double imposition avec l'Inde, pourraient peser sur le secteur, sans toutefois remettre en cause sa stabilité.
Contexte économique	
Evolution récente	<p>L'économie mauricienne, organisée autour de quatre secteurs clés (tourisme, textile, sucre, finance) est dominée par les services (plus de 70 % du PIB). En dépit des efforts de diversification destinés à attirer les voyageurs d'autres pays, l'activité de l'île est très dépendante de celle des pays européens, d'où sont originaires les deux tiers des touristes, en particulier de France (plus de 20 %) et du Royaume-Uni (plus de 10 %). La modeste croissance européenne ne devrait pas permettre une progression des flux de touristes, en particulier dans le contexte du Brexit. L'activité dans le secteur des services associés au tourisme, mais aussi de la construction devrait en conséquence peu progresser.</p> <p>L'amendement des dispositions de l'accord de non double imposition conclu avec l'Inde en mai 2016, en alourdissant la fiscalité pour les investisseurs indiens, pourrait peser sur les flux d'investissements, en particulier dans le secteur financier. Les exportations (sucre, textile) devraient souffrir d'une demande faible en Europe, limitant la contribution des échanges extérieurs à la croissance.</p> <p>Une politique budgétaire relativement expansionniste devrait cependant atténuer le repli de l'activité en soutenant des secteurs spécifiques dans le cadre d'un programme de diversification de l'économie.</p> <p>L'inflation, qui pourrait augmenter en raison de la légère hausse des prix du pétrole importé, devrait, néanmoins rester modérée. La politique monétaire devrait en conséquence rester accommodante (taux d'intérêt inférieur à 4 %) et encourager la demande intérieure.</p>
Principaux secteurs de l'économie	<p>L'économie de l'île Maurice est dominée par le secteur du sucre, le tourisme haut de gamme et la fabrication de vêtements.</p> <p>Quatre autres secteurs en expansion sont des relais de croissance potentiels : les services financiers; le tourisme, l'hôtellerie et le développement immobilier et les TIC.</p>
Ressources agricoles	Sucre : 390 000 tonnes (2015).
Ressources minières	
Ressources énergétiques	

Production manufacturière					
Activités de services	<p><u>Services financiers</u></p> <p>Le secteur financier offshore est assez bien développée mais faiblement intégré à l'économie nationale. Les récentes mesures visant à renforcer la lutte contre le blanchiment d'argent devraient atténuer la vulnérabilité et améliorer l'image.</p> <p><u>Tourisme, hôtellerie</u></p> <p>De 935 000 touristes en 2010, le gouvernement s'est fixé l'objectif ambitieux d'attirer 2 millions de touristes par an d'ici 2025.</p> <p>Maurice a toujours promu le tourisme haut de gamme, destiné principalement au marché européen à fort pouvoir d'achat. Les principales contraintes sont la forte pénurie de sites en bord de mer et un besoin toujours croissant de main-d'œuvre qualifiée.</p> <p><u>TIC</u></p> <p>Maurice a progressé dans ce secteur grâce aux facilités accordées pour démarrer une entreprise, un environnement réglementaire favorable au développement des TIC et une forte concurrence entre les fournisseurs de services Internet et de téléphonie.</p>				
Forces et faiblesses					
Points forts					
Points faibles					
Entreprises du « Top 500 » des entreprises africaines en 2016					
	Nom	Activité	Classement 2016	CA (MUSD)	Résultat net (MUSD)
	GML	Hôtellerie et tourisme, services financiers et non financiers, biotech.....	145	961	88
	Air Mauritius	Transport aérien	252	566	-28
	Ireland Blyth Ltd.	Commerce, ingénierie, services financiers, produits de la mer, services logistiques aériens et maritimes	297	468	38
	CIEL Group	Groupe diversifié dans l'agro-industrie, les	305	457	-2

		services financiers, la santé, l'hôtellerie et le tourisme et les textiles			
Food and Allied Group of Companies	Agroalimentaire		327	415	n.d
Vivo Energy Mauritius	Hydrocarbures, services annexes		347	389	5
CIEL Textile	Fabrication de produits textiles		431	291	17
Espitalier Noël Group	Conglomérat actif principalement dans l'agriculture (en particulier la canne à sucre)		441	281	39
Mauritius Telecom	Opérateur télécom		446	277	30
Indianoil Mauritius	Hydrocarbures, services annexes		458	269	5
New Mauritius Hotels	Hôtellerie, tourisme		463	267	14
Total Mauritius	Hydrocarbures, services annexes		476	254	6
BAI Co.	Assurances		490	238	10

<u>Sources d'information</u>	<p>1/ : ACET – Rapport 2014</p> <p>2/ : FMI</p> <p>3/ : COFACE</p> <p>4/ : Jeune Afrique – Hors Série n°43 – 2016</p> <p>5/ : Banque africaine de développement</p>
-------------------------------------	---

Date de dernière mise à jour de la fiche : 26/05/2017

Voir également :

- les fiches « **Transport et logistique** » par pays, contenant des informations détaillées sur le transport routier et le transport ferroviaire
- les fiches « **Ports maritimes** »